

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Environnement

Fiche VRE.03

ICPE Autorisation

Centre de conditionnement soumis à Autorisation

Articles L512-2 et L512.15 du code de l'environnement
Article L 512-11 du Code de l'environnement
Article L 513-1 du Code de l'environnement.
Articles L 514-1 et suivants du Code de l'environnement.
Articles R 511-9 et R 511-10 du Code de l'environnement.
Articles R512-11 à R512-26, et R512-28 à R512-30 du code de l'environnement
Article R 512-58 du Code de l'environnement.
Articles R 513-1 à R 513-2 du Code de l'environnement
Article R 512-46-3 du Code de l'environnement.
Articles R 511-9 et 10 et annexe et R512-55 modifié selon décret n°2010-875 du 26 juillet 2010.
Arrêté du 2 février 1998 modifié
Arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions
polluantes et des déchets
Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des
installations classées pour la protection de l'environnement
Ordonnance du 26 janvier 2017 n°2017-80 relative à l'autorisation environnementale complète le
livre Ier par le titre VIII du code de l'environnement et donne en Annexe : Guide technique relatif
à la réforme de l'autorisation environnementale (« kit de mise en œuvre de l'autorisation
environnementale ») diffusé aux services le 21 avril 2017
Décret du 26 janvier 2017 n°2017-81 relatif à l'autorisation environnementale (Procédure)
Décret du 26 janvier 2017 n°2017-82 relatif à l'autorisation environnementale (Pièces du dossier
de demande)
Décret du 18 septembre 2018 n°2018-797 relatif à la demande d'autorisation environnementale
donnant la liste des pièces Art.1 : Dossier IOTA, Art.2 : Dossier ICPE

1. Rubriques ICPE des centres de conditionnement

Les rubriques de la nomenclature des ICPE susceptibles de concerner les centres de conditionnement de pommes de terre peuvent être :

Abréviations

AS : Autorisation avec Servitude - **A** : Autorisation - **E** : Enregistrement

DC : Déclaration avec Contrôle périodique - **D** : Déclaration sans contrôle périodique

Le chiffre correspond au rayon d'affichage en kilomètre

Rubrique n° 4510 – Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. Supérieure ou égale à 100 t..... **A-1**

2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t..... **DC**

Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t

Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t

Rubrique n° 1412 - Rubrique supprimée au 1er juin 2015 (Décret n°2014-285 du 3 mars 2014, annexe)

Rubrique n° 1413 - Gaz naturel ou biogaz, sous pression (installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs, ou autres appareils, de véhicules ou engins de transport fonctionnant au gaz naturel ou biogaz et comportant des organes de sécurité), le débit total en sortie du système de compression étant :

1. Supérieur ou égal à 2 000 m³/h ou si la masse totale de gaz contenu dans l'installation est supérieure à 10 t (**A-1**)

2. Supérieur ou égal à 80 m³/h, mais inférieur à 2 000 m³/h, ou si la masse de gaz contenu dans l'installation est supérieure à 1 t (**DC**)

Nota. - Les débits sont exprimés pour une température de gaz de 273,15 K à une pression de 101,325 kPa.

Rubrique n° 1414 - Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de)

1. Installations de remplissage de bouteilles ou conteneurs (**A-1**)

2. Installations desservant un stockage de gaz inflammable (stockage souterrain compris) :

a) Installations de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation..... **A-1**

b) Autres installations que celles visées au 2.a, lorsque le nombre maximal d'opérations de chargement et de déchargement est supérieur ou égal à 20 par jour ou supérieur ou égal à 75 par semaine (**A-1**)

c) Autres installations que celles visées aux 2.a et 2.b, lorsque le nombre maximal d'opérations de chargement et de déchargement est supérieur ou égal à 2 par jour **DC**

3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauge et soupapes) **DC**

4. Installations de chargement ou de déchargement de citerne à citerne, à l'exclusion de celles exploitées uniquement à des fins de maintenance des citernes, les citernes étant définies par les réglementations relatives au transport de marchandises dangereuses par voie routière (ADR) ou par voie ferroviaire (RID)..... (**A-1**)

Rubrique n° 1432 - Rubrique supprimée au 1er juin 2015 (Décret n°2014-285 du 3 mars 2014, annexe)

Rubrique n° 1434 - Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).

1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

2/13

- a) Supérieur ou égal à 100 m³/h..... (A-1)
b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h..... DC
2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation (A-1)
-

Rubrique n° 1435 - Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. (Rubrique créée par le Décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 et modifiée par les décrets n° 2014-285 du 3 mars 2014 et n° 2015-1200 du 29 septembre 2015)

Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :

1. Supérieur à 20 000 m³ E
2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ DC

Nota : les débits sont exprimés pour une température de gaz de 273,15 K à une pression de 101,325 kPa.

Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20°C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.

Rubrique n° 1510 - Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.

Le volume des entrepôts étant :

1. supérieur ou égal à 300 000 m³..... (A-1)
2. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³ E
3. supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³ DC
-

Rubrique n° 1511 - Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature.

Le volume susceptible d'être stocké étant :

1. Supérieur ou égal à 150 000 m³..... (A-1)
2. Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 150 000 m³..... E
3. Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³..... DC
-

Rubrique n° 1530 - Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.

Le volume susceptible d'être stocké étant :

1. Supérieur à 50 000 m³ (A-1)
2. Supérieur à 20 000 m³ mais inférieur ou égal à 50 000 m³ E
3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ D
-

Rubrique n° 1532 - Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.

Le volume susceptible d'être stocké étant :

1. Supérieure à 50 000 m³ (A-1)
2. Supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000 m³ E
3. Supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³ D
-

Rubrique n° 2171 - Dépôt de fumier, engrais et support de culture

Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

3/13

Le dépôt étant supérieur à 200 m³ **D**

Rubrique n° 2260 - Broyage, concassage, criblage des substances végétales

Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 21xx, 22xx, 23xx, 24xx, 27xx ou 3642.

1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :

- a) Supérieure à 500 kW **E**
- b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW..... **DC**

2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant :

- a) Supérieure ou égale à 20 MW **E**
- b) Supérieure a 1 MW mais inférieure à 20 MW **DC**

Rubrique n° 2910 - Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes (depuis le 20 décembre 2018)

A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, **du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse** telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :

- 1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW..... **E**
- 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW..... **DC**

B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A ou de la biomasse telle que définie au b (ii) ou au b (iii) ou au b (v) de la définition de biomasse :

- 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui vise en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure a 50 MW..... **E**
- 2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale a 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW..... **(A-3)**

Note : La puissance thermique nominale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément sur le site. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.

On entend par «biomasse», au sens de la rubrique 2910: a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique;

b) Les déchets ci-après: i) Déchets végétaux agricoles et forestiers; ii) Déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée; iii) Déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coincinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée; iv) Déchets de liège; v) Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition..... **(A-3)**

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

4/13

La puissance thermique nominale correspond à la puissance thermique fixée et garantie par le constructeur exprimée en pouvoir calorifique inférieur et susceptible d'être consommée en marche continue.

On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 :

a) les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;

b) les déchets ci-après :

i) déchets végétaux agricoles et forestiers ;

ii) déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;

iii) déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coïncinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;

iv) déchets de liège ;

v) déchets de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement, y compris notamment les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.

Rubrique n° 2915 - Chauffage utilisant des corps organiques combustibles

1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est :

a) supérieure à 1 000 litres :(A-1)

b) supérieure à 100 l, mais inférieure à 1 000 litres :D

2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 lD

Rubrique n° 2920 - Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW (Cette rubrique n'existe plus)

Rubrique n° 2925 - Ateliers de charge d'accumulateurs

La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW..... D

Remarque importante :

Si des activités parallèles telles que du compostage, du stockage d'engrais (nitrate d'ammonium) ou autres activités non essentielles au conditionnement sont effectuées, la consultation de l'ensemble des rubriques est à réaliser pour transmission aux autorités dans le DDAE (Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter)

2 Démarches administratives à suivre pour déposer un dossier ICPE

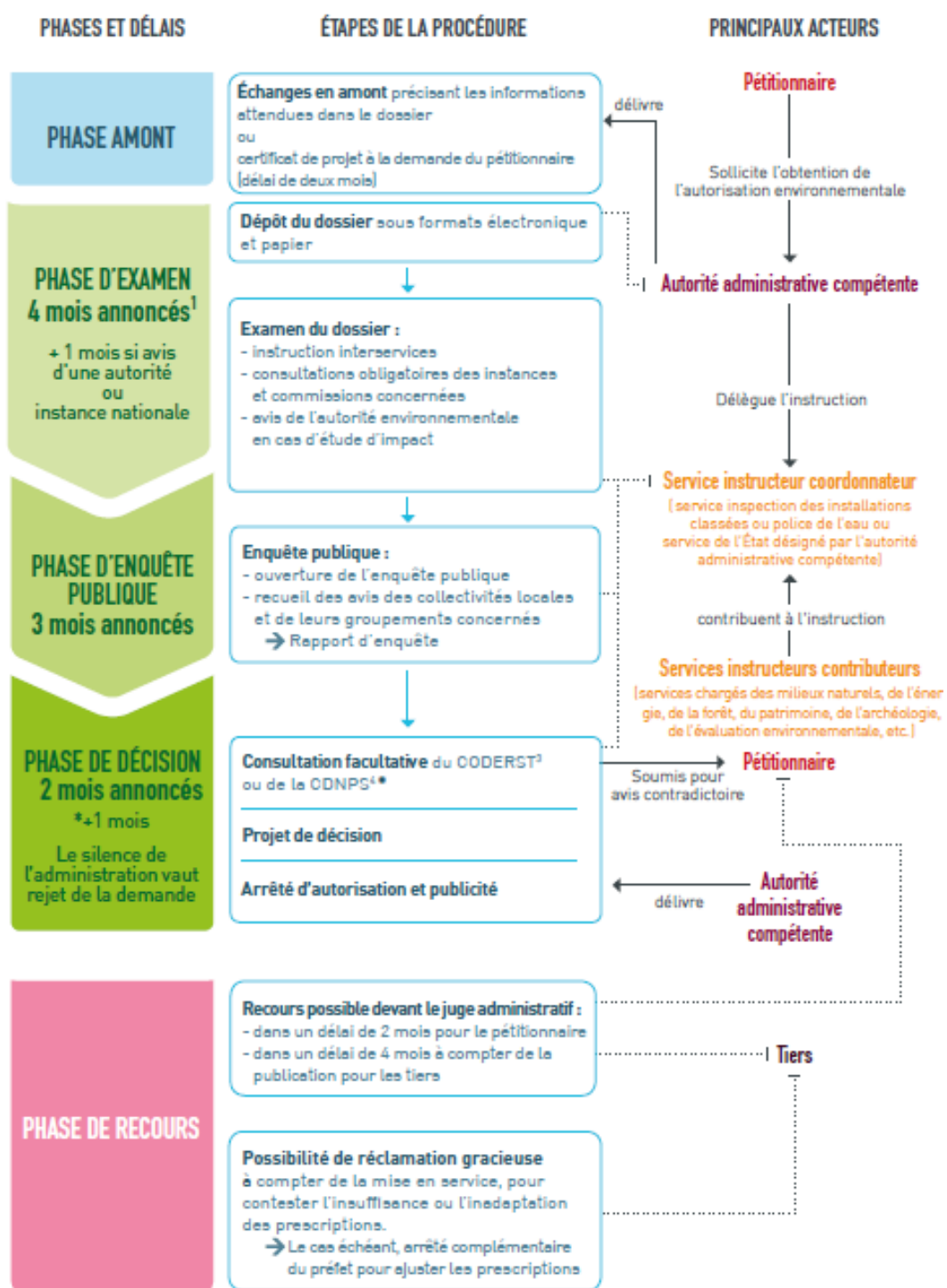
Depuis le 1er mars 2017, les différentes procédures et décisions environnementales requises pour les projets soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et les projets soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau (IOTA), sont fusionnées au sein de l'autorisation environnementale. La réforme consiste également à renforcer la phase amont de la demande d'autorisation, pour offrir au pétitionnaire une meilleure visibilité des règles dont relève son projet.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Cette réforme, qui généralise en les adaptant des expérimentations menées depuis 2014, s'inscrit dans le cadre de la modernisation du droit de l'environnement et des chantiers de simplification de l'administration menés par le Gouvernement.

Lorsque le volume ou la taille des activités au regard du classement de la nomenclature, donnant le régime, statue que l'installation est une autorisation, alors la procédure d'autorisation environnementale s'applique.

2.1 Cas général de l'autorisation – Les étapes de la procédure



2.2 Dossier de demande d'autorisation

Le dossier de demande d'autorisation environnementale est adressé au préfet désigné par l'article R. 181-2 en quatre exemplaires papier et sous forme électronique. S'il y a lieu, il est également fourni sous les mêmes formes dans une version dont les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-43 et au II. de l'article L. 124-5 4 sont occultées [article R. 181-12 du code de l'environnement]. Chaque dossier est accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre autorisation, parmi celles énumérées ci-dessous. Vous devez transmettre tous les documents concernés par votre demande. Le contenu de certaines pièces est détaillé dans l'annexe I du décret 2017-81 du 26 janvier 2017.

L'Article R181-13 du code de l'environnement donne les éléments du dossier de demande d'autorisation.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants :

1° Lorsque le pétitionnaire est une personne physique, ses nom, prénoms, date de naissance et adresse et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, son numéro de SIRET, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;

2° La mention du lieu où le projet doit être réalisé ainsi qu'un plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000, ou, à défaut au 1/50 000, indiquant son emplacement ;

3° Un document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit ;

4° Une description de la nature et du volume de l'activité, l'installation, l'ouvrage ou les travaux envisagés, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés mis en œuvre, ainsi que l'indication de la ou des rubriques des nomenclatures dont le projet relève. Elle inclut les moyens de suivi et de surveillance, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées ;

5° Soit, lorsque la demande se rapporte à un projet soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles [R. 122-2](#) et R. 122-3, s'il y a lieu actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article [L. 122-1-1](#), soit, dans les autres cas, l'étude d'incidence environnementale prévue par l'article [R. 181-14](#) ;

6° Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article [R. 122-3](#), la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision ;

7° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles prévues par les 4° et 5° ;

8° Une note de présentation non technique.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

7/13

2.3 Cas particuliers

Le Décret n° 2018-797 du 18 septembre 2018 relatif au dossier de demande d'autorisation environnementale **précise** le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par le nouveau chapitre unique du titre VIII du livre Ier du code de l'environnement en indiquant les pièces et autres documents complémentaires à apporter à ce dossier au titre des articles L. 181-8 et R. 181-15 de ce même code. Il présente les pièces, documents et informations en fonction des intérêts à protéger ainsi que celles au titre des autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments dont l'autorisation tient lieu.

2.3.1 Cas particulier du contenu du dossier IOTA.

L'article D. 181-15-1 du code de l'environnement :

Concernant certaines autorisations « IOTA », le décret modifie les dispositions de l'article D. 181-15-1 du Code de l'environnement relatives aux ouvrages hydrauliques tels que les barrages de retenue, les digues et les installations utilisant l'énergie hydraulique.

Au titre des modifications les plus notables, pour les installations relevant de la rubrique 3.2.5.0 de la nomenclature IOTA (« Barrages et ouvrages assimilés »), le document permettant au pétitionnaire de justifier qu'il aura, avant la mise à l'enquête publique, la libre disposition des terrains ne dépendant pas du domaine public sur lesquels les travaux doivent être exécutés n'est désormais plus requis (art. D. 181-15-1, III).

Par ailleurs, le pétitionnaire doit dorénavant produire une note décrivant la procédure de première mise en eau conformément aux règles applicables aux ouvrages hydrauliques ou encore une étude de dangers établie conformément à ces mêmes règles.

En outre, pour les installations relevant de la rubrique 3.2.6.0 (« Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions »), l'exploitant a désormais le choix entre fournir les études d'avant-projet des ouvrages à modifier ou à construire, ou une notice décrivant leur fonctionnalité si ces ouvrages modifiées ou construits concernent des dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques requis (art. D. 181-15-1, IV).

Concernant les installations utilisant l'énergie hydraulique, le document permettant au pétitionnaire de justifier qu'il aura, avant la mise à l'enquête publique, la libre disposition des terrains ne dépendant pas du domaine public sur lesquels les travaux doivent être exécutés n'est plus exigé (art. D. 181-15-1, VI).

2.3.2 Cas particulier du contenu du dossier ICPE.

L'article D. 181-15-2 du même code est ainsi modifié :

Le dossier de demande doit désormais comprendre une description des capacités techniques et financières dont le pétitionnaire dispose ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les rétablir au plus tard à la mise en service de l'installation (art. D. 181-15-2, 3°). Dans ce dernier cas, le pétitionnaire n'a plus l'obligation de transmettre les éléments justifiant la constitution effective des capacités techniques et financières.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

De la même manière, pour les installations classées et les éoliennes soumises à garanties financières, la nature et les délais de constitution de ces garanties ne sont plus requis. Le dossier doit seulement comprendre le montant des garanties financières exigées (art. D. 181-15-2, 8°).

Par ailleurs, pour les éoliennes, le document établi par le pétitionnaire justifiant que le projet est conforme au RNU, au PLU ou au document en tenant lieu ou à la carte communale en vigueur au moment de l'instruction n'est désormais plus exigé dans le cas où une procédure d'évolution du document d'urbanisme est engagée (art. D. 181-15-2, 12°).

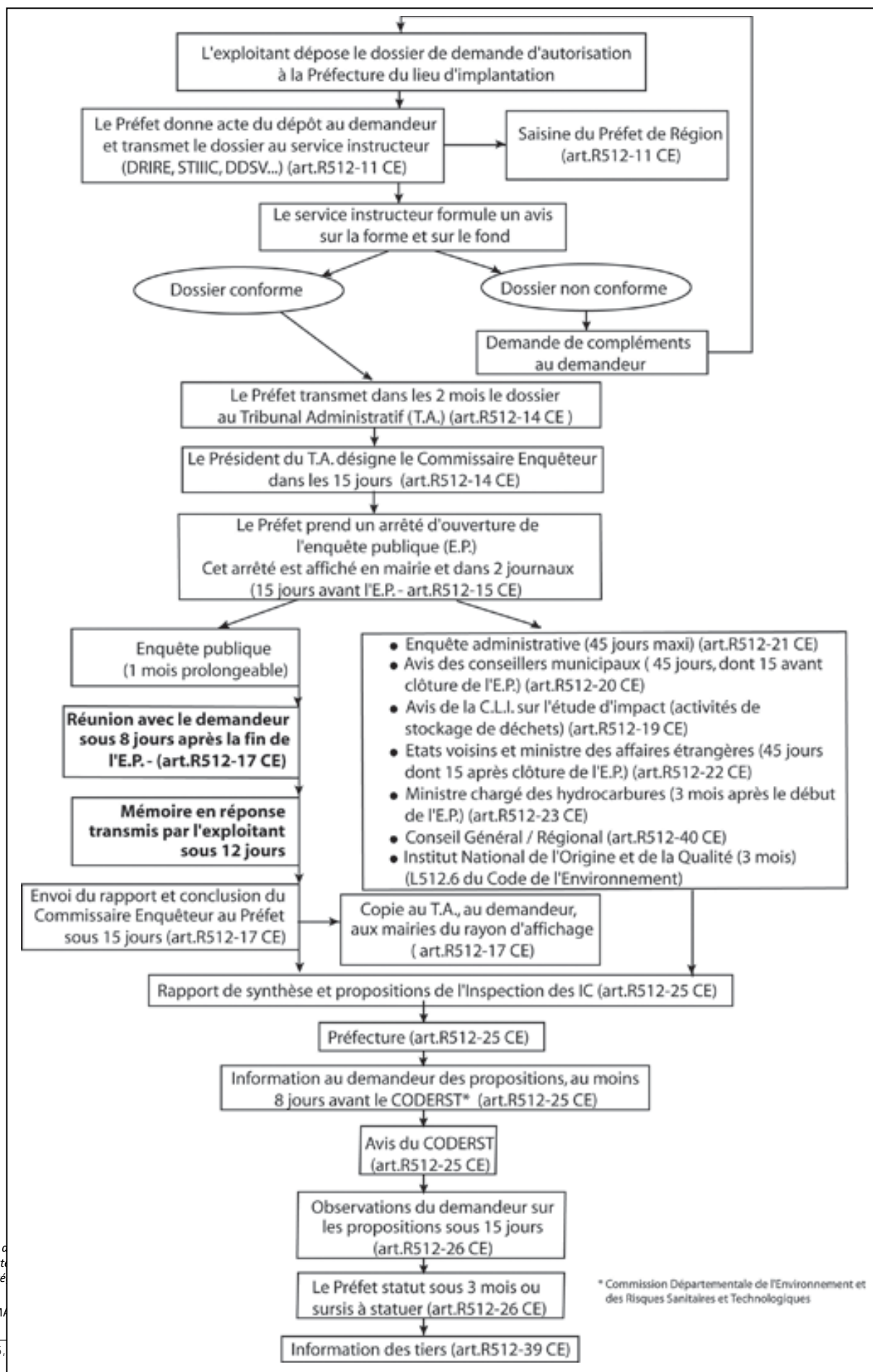
Toujours concernant les éoliennes, le décret a inséré une pièce supplémentaire. Ainsi, lorsque l'implantation des aérogénérateurs est prévue à l'intérieur de la surface définie par la distance minimale d'éloignement précisée par arrêté du ministre chargé des installations classées, le pétitionnaire devra fournir une étude des impacts cumulés sur les risques de perturbations des radars météorologiques par les aérogénérateurs implantés en deçà de cette distance (art. D. 181-15-2, 12°).

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

9/13

Autorisation : Procédure



3. Arrêté d'autorisation

Les principales réglementations qui s'appliquent aux ICPE soumis à autorisation sont :

- 1° L'arrêté préfectoral d'exploitation qui donne les prescriptions techniques spécifiques à l'installation ;
- 2° L'arrêté du 2 février 1998 qui donne les prescriptions générales qui s'appliquent aux installations.

L'arrêté du 2 février 1998 est dit « arrêté intégré », il fixe les prescriptions applicables aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion de certaines activités notamment :

- Des chaudières ;
- Des carrières et des installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Des cimenteries ;
- Des papeteries ;
- Des verreries, cristalleries et des installations de fabrication de fibres minérales et produits manufacturés dérivés ;
- Des installations de traitement (incinération, compostage...), stockage ou transit de résidus urbains ou de déchets industriels ;
- Des établissements d'élevage ;
- Des installations d'incinération de cadavres d'animaux de compagnie.

4. Surveillance par l'exploitant

L'exploitant est le seul responsable de son installation depuis sa création jusqu'à sa mise à l'arrêt ou son transfert. A cette fin, il doit démontrer qu'il respecte en permanence les prescriptions techniques d'exploitation et ne crée pas de conséquences irréversibles en termes d'environnement ou de sécurité. Ces obligations s'imposent :

- Au cours de la vie de son installation ;
- Lors de son transfert ;
- À la fin de la vie de son installation (obligation de remise en état) ;
- Après son arrêt définitif (obligation de surveillance si nécessaire).

L'exploitant peut déléguer sa responsabilité ou sous-traiter à un prestataire extérieur tout ou partie de ses activités, mais reste dans tous les cas le seul responsable du fonctionnement de son installation.

Il doit donc mettre en place, sous sa responsabilité, une politique de surveillance de son installation et les moyens permettant de respecter l'obligation générale de résultats qui lui est fixée dans son arrêté préfectoral.

L'auto-surveillance « eau, air, sol et bruit » est prescrite par l'arrêté du 2 février 1998 ou par l'arrêté d'autorisation.

L'auto-surveillance « déchets » (cf. Fiche VRE.09 Gestion des déchets).

Le producteur d'un déchet en est responsable de sa production jusqu'à son élimination finale. Il doit également s'assurer que son déchet a été éliminé dans une installation dûment autorisée à cet effet.

L'utilisation du bordereau de suivi normalisé (BSDD : Bordereau de Suivi du Déchet Dangereux) est obligatoire. Ce bordereau est retourné par l'éliminateur final au producteur après réalisation de l'opération de destruction ou valorisation : ce document constitue la preuve de sa prise en charge.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

L'auto-surveillance "déchet" consiste notamment à tenir un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets. Le registre est conservé pendant au moins cinq ans.

5. Déclaration annuelle des rejets (GEREP)

Le Ministère du développement durable recueille chaque année les données relatives aux émissions de polluants dans l'air, l'eau, le sol et les déchets des installations classées.

Ces données doivent être saisies sur un site Internet entièrement dédié à cet effet :

<https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/gerep>

Ce site étant d'accès sécurisé, vous devez, pour y accéder, utiliser l'identifiant et le mot de passe qui vous ont été remis. Si vous n'en possédez pas, vous pouvez en faire la demande via la page d'accueil du site de déclaration ou contacter votre inspecteur référent.

A quoi servent ces données ?

Ces données sont utilisées pour mettre les informations sur les émissions à la disposition du public :

- soit au niveau national sur <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/irep-registre-des-emissions-polluantes> ;
- soit sur le site du registre européen E-PRTR <https://prtr.eea.europa.eu/#/home> (obligations définies par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié).

Les données sur les émissions de CO₂ et autres gaz à effet de serre seront utilisées pour constituer le registre créé pour la mise en œuvre du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la communauté.

Les données d'émissions dans l'air sont également utilisées par le Citepa qui réalise les inventaires d'émissions nationaux dont l'objectif est de justifier du respect par la France de ses engagements internationaux ainsi que du respect des directives européennes.

La déclaration « Industrie » comporte les parties suivantes :

- « Propriétés » : identification de l'exploitant et de l'établissement, informations administratives ;
- « Eau » : déclaration des émissions dans l'eau et des prélèvements ;
- « Air » : déclaration des émissions dans l'air et déclaration des émissions de gaz à effet de serre pour les établissements concernés ;
- « Déchets » : déclaration de production de déchets dangereux et traitement des déchets dangereux et non dangereux pour les installations concernées ;
- « Sol » : déclaration des rejets de polluants dans les sols (épandage) ;
- « Validation » : identification du signataire et validation de la déclaration. Vous trouverez également sur le site Internet les guides sectoriels réalisés à ce jour.

Si vous êtes concernés par la TGAP-Air ou les redevances prévues par la législation sur l'eau, le recueil des données nécessaires pour leur perception est assuré par les services des Douanes et les agences de l'eau qui vous transmettront directement les documents adéquats.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

12/13

En cas de difficulté particulière, vous pouvez prendre contact avec l'inspecteur des installations classées qui suit votre établissement.

6. Autre déclaration obligatoire

En plus de la déclaration GEREP, l'arrêté préfectoral peut imposer à l'exploitant d'autres déclarations obligatoires :

- La déclaration annuelle des émissions polluantes (arrêté du 24 décembre 2002 modifié) :
 - o cette déclaration peut être faite sur GEREP (à l'adresse suivante où peut également être consulté le guide spécifique GEREP : <http://www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr>);
 - o cette déclaration peut être faite sur GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) est un outil permettant à l'exploitant de déclarer en ligne et transmettre ses résultats d'analyses à l'Inspection des Installations classées et aux Agences de l'eau) ;
- Le plan de gestion de solvants actualisé annuellement (article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998) dans le cadre de la prévention et réduction des émissions de COV (Composés Organiques Volatils) ;
- Le bilan annuel d'épandage (article 41 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998) ;
- Les déclarations particulières ou documents spécifiques à transmettre, pouvant être imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, etc.

7. Changement d'exploitant

Lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration (art.R512-68 et R512-74 à R512-80 du code de l'environnement).

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 21/08/2019

13/13